

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AF3**

16 rue de l'Oberwald  
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702154\_2025\_09\_19\_AF3\_AN2025\_Points-chauds  
Code AIOT : 0006702154

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement AF3 implanté 16 RUE DE L'OBERWALD ZI 68360 SOULTZ-HAUT-RHIN. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds":**

- Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important. La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

#### **Référentiels utilisés :**

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté préfectoral n°2012219-0011 du 6 août 2012 portant autorisation à la société AF3.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AF3
- 16 RUE DE L'OBERWALD ZI 68360 SOULTZ-HAUT-RHIN
- Code AIOT : 0006702154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AF3 est spécialisée dans la préparation et le conditionnement de produits pour animaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 7.3.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment :

- **Point de contrôle n°2** : incomplétude des consignes de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel,
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Connaissance des risques et des installations**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s)</b> : Actions nationales 2025, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée</b> : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le

<p>cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis, par courrier électronique en amont de l'inspection, le plan de zonage de son site intitulé « Plan zones à risque incendie et explosion », dont la dernière mise à jour date de 2025.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que ce document, matérialisant les zones à risque, a été élaboré en cohérence avec l'activité du site et avec l'étude de dangers qui a été réalisée en 2011 avec l'appui technique d'un bureau d'études, dans le cadre de la constitution du dossier de demande d'autorisation initiale.</p> <p>Au cours de la visite sur le terrain et par échantillonnage, l'Inspection s'est attachée à vérifier la cohérence des installations identifiées comme des zones présentant des risques incendie et des risques liés à la présence d'atmosphère explosive due au gaz (ATEX) sur le plan et la situation effective observée sur site. Cette vérification a notamment concerné les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entrepôt dit "Magasin" intégrant une zone de stockage de produits finis en attente d'expédition et une zone de stockage de matières premières (risque incendie),</li> <li>• la zone extérieure grillagée comprenant le réservoir de stockage de gaz butane (risques incendie et ATEX_gaz),</li> <li>• la zone de conditionnement des aérosols au sein de l'atelier C (risque ATEX_gaz).</li> </ul> <p>Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• [...]</li> </ul> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>• [...]</li> </ul>

**Constats :**

Lors du contrôle effectué en salle, l'exploitant a indiqué que le poste d'accueil, situé à l'entrée du site, constitue un point de passage obligatoire pour toute personne extérieure à l'entreprise. Il a par ailleurs précisé que le personnel interne n'accédant pas au site par ce poste, dispose d'une entrée « vestiaires », implantée à proximité de "l'atelier A".

Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté que le poste d'accueil est doté, sur la porte d'entrée, d'un panneau d'affichage regroupant diverses consignes d'exploitation et de sécurité. Cet affichage mentionne notamment l'interdiction de fumer ainsi que l'interdiction d'introduire toute source de flamme. En revanche, il ne comporte pas le rappel relatif à l'obligation de détenir un permis d'intervention ou un permis de feu pour les parties concernées de l'installation.

Concernant l'entrée des vestiaires, destinée au personnel interne, la porte est équipée d'un affichage indiquant les consignes de sécurité en cas d'incendie ainsi que l'interdiction de fumer. Toutefois, il n'y figure pas l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, ni le rappel de l'obligation de permis d'intervention ou de feu pour les zones concernées de l'installation.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions contrôlées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].

**Constats :**

Au cours de la visite sur le terrain, les installations identifiées par l'exploitant comme présentant des risques incendie et des risques liés à la présence d'atmosphère explosive due au gaz ont été contrôlées.

Le contrôle par échantillonnage visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées de ces zones à risque, a permis à l'Inspection de constater les éléments suivants :

- Le magasin de stockage de produits finis et de matières premières (risque incendie) :  
L'entrée de cette zone comporte bien le rappel de l'interdiction de fumer. Toutefois, au regard des exigences prévues par la prescription contrôlée au point de contrôle précédent, notamment l'article 59 de l'arrêté susvisé, d'autres consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques ne sont pas affichées. Il s'agit notamment de :

- l'identification de la nature du risque (incendie),
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- l'obligation d'obtenir un permis de feu (permis d'intervention) pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud.

- La zone de conditionnement des aérosols au sein de l'atelier C (risque ATEX gaz) :

L'entrée de cette zone comporte bien l'interdiction d'introduire (pendant le fonctionnement de la machine de conditionnement) tout appareil électrique non certifié. Néanmoins comme évoqué précédemment certaines consignes de sécurité essentielles ne sont pas affichées, notamment:

- la mention explicite de la nature du risque (ATEX) accompagnée de la classification de zone (0 : présence permanente, 1 : présence occasionnelle, 2 : présence rare),
- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- l'obligation de délivrance d'un permis de feu pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud.

- La zone extérieure grillagée comprenant le réservoir de stockage de gaz butane (risques incendie et ATEX) :

L'entrée de cette zone mentionne bien les risques d'incendie et d'atmosphère explosive. Cependant, plusieurs consignes de sécurité essentielles demeurent absentes, notamment :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- l'obligation de délivrance d'un permis de feu pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 7.3.4.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et en respectant une consigne particulière.

Le "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

[...]

**Constats :**

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu est systématiquement établi. Celui-ci est signé conjointement par la directrice adjointe ou le coordinateur maintenance et sécurité du site, ainsi que par l'intervenant chargé d'exécuter les travaux.

Afin de démontrer la mise en œuvre de cette procédure, l'exploitant a présenté à l'Inspection, lors du contrôle en salle, les trois derniers permis de feu, datés respectivement du 19 novembre 2019, du 17 janvier 2024 et du 14 janvier 2025.

Après échange avec l'exploitant, il a été constaté que ces permis concernaient des interventions réalisées par des entreprises extérieures, impliquant des opérations susceptibles de générer des sources potentielles d'inflammation (travaux de soudage et de meulage) dans des zones présentant un risque d'incendie ou ATEX.

L'analyse de la complétude de ces documents, au regard des dispositions de la prescription contrôlée, n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite